

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS

L'enquête publique ayant pour objet « **Projet de Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) sur la commune de Saint-Joseph relatif aux aléas « recul du trait de côte » et « submersion marine** », ouverte le 3 novembre 2021, ayant été clôturée le 3 décembre 2021, rendez-vous a été pris auprès du représentant du maître d'ouvrage aux fins de réception du présent. Il lui a été demandé d'en prendre connaissance et d'y répondre dans un délai de **quinze jours** à compter de sa remise.

9 permanences se sont tenues.

Le personnel chargé de l'accueil était informé de l'existence de l'enquête et pouvait utilement renseigner le public sur les jours et heures des permanences, ainsi que sur les conditions d'accès au dossier et registres d'enquêtes restés à disposition pendant toute la période indiquée supra.

Toutes les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2021 relatives à l'affichage et la publicité de l'avis d'enquête publique ont été respectées. La possibilité de formuler des observations ou propositions sur le registre dématérialisé ou par courriel était clairement mentionnée sur l'ensemble des supports. Des flyers faisant état de l'enquête avec les indications afférentes ont été distribués dans et aux abords de la zone concernée par le PPRL.

Le MO a pu prendre connaissance de tous les courriers et observations portées sur le registre en mairie, ainsi que sur le registre numérique.

Observations:

Observations faites par courrier: Il y en a 4, répertoriées C1 à C4.

Observations faites par voie électronique: 2 (M. XXX et Mme XXX)

Observations faites sur les registres d'enquête: Il y en a 10.

Les demandes de renseignements relatives au zonage sont mentionnées pour l'information du MO mais ne sont pas comptabilisées comme observations.

Permanence du 3 novembre 2021

n° 1	Date: 3/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BK 407		Observation : Consultation du dossier + la cartographie informatique au bureau de l'urbanisme
n° 2	date: 3/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BK 618 et 619		Observation : Selon la cartographie réglementaire, la parcelle 618 n'est pas concernée par le zonage. Par contre la 619 est en zone blanche pour la partie supérieure et rouge en allant vers la mer. Je voudrais connaître la superficie qui n'est pas concernée par les contraintes du PPRL pour cette parcelle 619, ainsi que les contraintes futures pour la zone située entre la ligne « zone rouge » et la ligne en pointillé rouge passant sur la parcelle 618.
CE : M. XXX fait référence pour la dernière question à la cartographie du service informatique du service de l'urbanisme. Il a été informé que la carte partielle présentée sur laquelle figurent les parcelles ne fait pas partie du dossier d'EP.		

Permanence du 5 novembre 2021

n° 1	date: 5/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BI 248 et 206		Observation : Consultation du dossier + la cartographie informatique au bureau de l'urbanisme. BI 248 : selon le service urbanisme zone R du PPRN. Pas de contrainte au niveau du PPRL. BI 206 : 140 Bd de l'Océan St Joseph, propriété de Mme Liliane ETHEVE – zone R au PPRN, zones R et B au PPRL.
n° 2	date: 5/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BN 703 et 1347 (anciennement une parcelle 1283)		Observation : Consultation du dossier + la cartographie informatique au bureau de l'urbanisme. Pas de contrainte liée au PPRL (et PPRN).
n° 3	date: 5/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BY 598		Observation : Un tiers s'est renseigné pour la parcelle située rue du Puits à Langevin St Joseph. Pas de contrainte liée au PPRL (zone agricole).

Permanence du 9 novembre 2021

n° 1	date: 9/11/2021	Identité : XXX
n° de la parcelle : S/O		Observation : Un sentier de marche est prévu depuis plusieurs années sur St Joseph et allant vers St Philippe. Il devait être situé sur le littoral de la commune. Le projet est-il toujours d'actualité ? Si oui, quid de ce projet par rapport au projet de PPRL, notamment si le tracé passe en zone rouge ?
n° 2	date: 9/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BN 860		Observation : Consultation du dossier + la cartographie informatique au bureau de l'urbanisme. Après consultation de la cartographie informatique, pas d'impact du PPRL sur l'habitation, une faible partie de la parcelle est concernée par la zone R en bord de mer.
n° 3	date: 9/11/2021	Identité : XXXX
n° de la parcelle : BM 1075		Observation : Consultation du dossier. Sans rapport avec le PPRL, la parcelle étant située zone des Grègues.

Permanence du 17 novembre 2021

n° 1	date: 17/11/2021	Identité : Mme XXX
n° de la parcelle : ex BW 1423		Observation : Parcelle située Piton Babet – zone blanche
n° 2	date: 17/11/2021	Identité : Mme XXX
n° de la parcelle :		Observation : Mme XXX n'a pas reçu le flyer d'information. Est-il distribué lorsqu'il y a l'inscription « non publicité » sur la boîte aux lettres ?

n° 3	date: 17/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BI 179		Observation : Parcelle ouest en rouge et est en zone blanche
n° C1	date: 17/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BK 407		Observation : Remise d'un courrier annexé au registre n°1 NB : le même courrier ayant été envoyé sur le registre numérique avec des pièces jointes, il sera répertorié et traité dans la partie « Observations faites par voie électronique ou sur le registre numérique » après les observations faites sur le registre.

Permanence du 20 novembre 2021

n° 1	date: 20/11/2021	Identité : famille XXX
n° de la parcelle : BI 215		Observation : Le PPRN approuvé le 16 mars 2017 notifie que les 3/4 du terrain sont hors zone rouge alors que le projet notifie que seulement 40 % serait hors zone rouge. Nous demandons que ce PPR reste à l'identique. On est entre 15 et 20 m au dessus du niveau de la mer et la falaise est constituée de basalte. Le projet PPRL devrait faire en sorte que la maison la plus proche du boulevard de l'Océan soit entièrement hors de la zone rouge.
n° 2	date: 20/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BK 304		Observation : M. M s'est renseigné sur sa parcelle (zone rouge). Question : Quel avenir pour le sentier littoral existant, un nouveau tracé est-il prévu par la commune ?
n° 3	date: 20/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BK 681 à 686		Observation : Je vous demande de bien vouloir modifier le tracé du PPRL qui impacte très légèrement la parcelle 681.
n° 4	date: 20/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BL 225		Observation : Consultation du dossier. Sans rapport avec le PPRL, la parcelle étant située hors zone du projet.
n° 5	date: 20/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BW 1912, 1913, 1914 et 1947		Observation : Consultation du dossier. Les parcelles sont proches du zonage bleu/rouge PPRL mais néanmoins en zone blanche.
n° C2	date: 20/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BI 179		Observation : Par courrier annexé au registre n° 1, M. D demande des précisions sur les aménagements futurs du bassin de Manapany : Notre parcelle située à l'aplomb du bassin de baignade de Manapany (BI179) va être classée en zone rouge en raison du risque de modifications du trait de côte. En 2013 notre terrain a subi des dommages suite aux travaux de sécurisation effectués en juillet 2013 par la Mairie de Saint-Joseph afin de remettre en état le bassin endommagé

	<p>lors de la chute du banian situé sur la parcelle voisine BI 178 survenue le 4 janvier 2013 lors du cyclone Dumile, (Cf ci-joint . Courrier recommandé adressé à Monsieur Frédéric Fontaine du Service technique de la Mairie le 23 septembre 2013 et photos jointes). Depuis cette date et le déplacement de roches prélevées sur notre terrain nous avons pu constater que les dégâts causés continuent, liés notamment à la fragilisation des soubassements et aux phénomènes récurrents de houles qui frappent la côte et provoquent déplacement des blocs et érosion par suite de la mise à nu de roche érosive (lave tendu rouge) . Malgré un constat des dégâts occasionnés in situ aucun projet de sécurisation et de stabilisation des roches n'a été mis en place par la Mairie. Nous avons été obligés de mener quelques petits travaux personnels pour stopper un minimum l'érosion la plus active.</p> <p>Nous souhaiterions avoir des précisions sur les futurs aménagements du bassin de baignade de Manapany- les-Bains et de l'éventuelle portion de côte concernée en contrebas de nette parcelle et que ces aménagements puissent prendre en compte la stabilisation et la sécurisation de la falaise située sur notre terrain limitrophe du bassin.</p>
--	---

Permanence du 22 novembre 2021

n° 1	date: 22/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BI 405	<p>Observation : Ma parcelle a été impactée par le PPRN en 2017. Après des études de sol, cette parcelle est redevenue constructible. Je suis étonné de découvrir qu'un projet de PPRL existe.</p> <p>Ce PPRL a été relancé suite aux effets de la tempête Xynthia en métropole mais lors d'un événement de ce type la baie (CE : Manapany) reste protégée par les 2 falaises et aucun événement de ce type n'a causé de dégâts auparavant. Le vent reste limité par le fait de l'enclavement de la baie. La hauteur de ma parcelle par rapport au niveau de la mer a-t-elle été prise en compte (CE : croquis dessiné sur le registre n°1) ?</p> <p>Quel aménagement pourrait être réalisé à l'avenir par la mairie au niveau de cette baie très touristique afin de réduire ou d'annuler l'impact du PPRL ?</p> <p>Ce trait de recul de côte (à échéance 100 ans) ne pourrait-il pas passer aux abords de ma clôture et non sur une partie de ma maison ? Les données techniques (montée des eaux etc) sont basées sur quelles études fiables ?</p> <p>Je ne suis pas d'accord avec ce projet de PPRL qui se base sur des suppositions de submersion marine et qui s'appuie sur des phénomènes de tempêtes qui ne posent aucun problème au niveau de cette baie de Manapany relativement protégée au niveau de ma parcelle.</p>	

Permanence du 27 novembre 2021

n° 1	date: 27/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BK 1568	<p>Observation : Au vu de la cartographie, il semblerait qu'un petit bout de la parcelle soit en zone rouge. Je souhaite m'assurer que la totalité de la parcelle soit en zone blanche.</p>	
n° 2	date: 27/11/2021	Identité : Mme XXX
n° de la parcelle : BW 1906 et 1909	<p>Observation : Consultation du dossier et vérification du zonage : zone blanche PPRL</p>	

Permanence du 1^{er} décembre 2021

n° 1	date: 1/12/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : CW 370, 373 et 377		Observation : hors zone PPRL
n° 2	date: 1/12/2021	Identité : Mme XXX
n° de la parcelle : BI 128		Observation : (Parcelle zones rouge et bleue) La mairie a-t-elle prévu d'acquérir les habitations en zone rouge ou bleue dans le cadre du PPRL ? A défaut l'État pourrait-il le faire ?
n° 3	date: 1/12/2021	Identité : Mme M.XXX
n° de la parcelle : BK 406		Observation : Mme X signale la fragilité écologique naturelle de la falaise, stabilisée grâce à de nombreuses plantations respectant le cadre naturel et l'écodurabilité de la falaise. Celle-ci nécessite une surveillance régulière et l'intervention de procédés mécaniques. Une structure bétonnée risque de provoquer une érosion du bord de la falaise. Vu les dénivelés importants sur ce secteur – 24 m par rapport au niveau de la mer – une structure en béton permettant le passage risque de dégrader l'écodurabilité de la falaise.
n° C4	date: 1/12/2021	Identité : Mairie de Saint-Joseph
n° de la parcelle : Secteur LANGEVIN BY 1176, 2, 6, 5 et 1177 Secteur MANAPANY BK 491, 892, 492, 484, 201, 435, 1017, 1015, 1788, 675, 245, 1027 et alentours BI 98, 151, 152, 150, 138, 102 Secteur CAYENNE BN 866, 864 et alentours		Observation : Faisant suite à la délibération du CM du 25 septembre 2021, M. le maire attire l'attention sur les parcelles isolées situées dans les espaces urbanisés le long du littoral et impactées par l'aléa recul du trait de côte. Le courrier est annexé au registre n°1.

Observations faites par voie électronique ou sur le registre numérique

n° C1	date: 17/11/2021	Identité : M. XXX
n° de la parcelle : BK 407		Observation : M.XXX a envoyé le courrier + 10 pièces jointes. • pour lui le zonage de son terrain est incorrect ; le terrain 283 au dessus du sien est bien encadré entre le terrain 408 et le sien. Le terrain 408 a un accès direct à la falaise, de largeur équivalente à celle de son terrain, ce qui n'est pas le cas sur la cartographie de la mairie.

Ce document établit clairement une orientation plein Ouest pour son terrain et pour toute la portion de falaise située entre les terrains 280 à 407. Il en résulte que : Les terrains 280 à 407 au moins, sont complètement protégés de la houle d'alizés résultant des vents dominants d'orientation Est-Ouest. Ils sont également protégés en grande partie des houles australes résultant notamment des fronts froids et généralement d'orientation Sud-Nord. Ils sont enfin protégés des houles d'Ouest éventuelles par la falaise située côté Saint-Pierre, de l'autre côté de la baie, et par la Petite Ile (photo n°1). Argumentation de M. XXX :

Dans la baie de Manapany, la profondeur est généralement faible (entre 20m et 25m : cf. carte de la baie sur Géoportail en PJ), ce qui favorise l'amortissement de la houle. Depuis le Grand Cap (profondeur 1m à 3m) jusqu'au bas de falaise devant ma propriété (profondeur 0m50 à 1m) les fonds, coralliens, sont globalement peu importants et diminuent progressivement. Mon terrain est situé dans un renforcement côtier qui le met à l'abri des gros trains de houle, et où la profondeur est faible (moins de 1m). Le bas de falaise est bordé de gros blocs de basalte qui brisent la puissance des vagues et le protègent de l'érosion.

S'agissant de l'aléa submersion marine, la falaise en bordure de l'allée du Four à Chaux est évidemment à l'abri du risque : mon terrain, par exemple, se trouve à plus de 20 mètres au-dessus du niveau de la mer (altitude établie par l'IGN sur Géoportail).

Pour ce qui est de l'aléa recul du trait de côte, la carte prévoit apparemment que dans le cadre d'un risque centennal, l'ensemble des habitations situées côté mer dans l'allée du Four à Chaux puissent être concernées par cet aléa et, à ce titre, placées en zone rouge, intégralement non constructible et où le bâti existant ne serait pas modifiable.

En ce qui concerne mon terrain du moins, cela me semble largement exagéré :

- Parce que l'orientation des vagues qui impliquerait un choc frontal en bas de falaise est une orientation Sud-Ouest Nord-Est, comme dit précédemment, et que cette orientation est assez peu fréquente dans la baie de Manapany.

- D'autre part à cause de la nature du terrain même. Il est en effet constitué d'un soubassement basaltique très dur et résistant (basalte "bleu").

- Il ne s'agit absolument pas d'un soubassement de scories rouges, comme on le trouve partiellement au niveau du Grand Cap et du Cap Chevron, qui serait beaucoup plus fragile devant la mer. Depuis 26 ans que je suis dans cette maison je n'ai jamais vu un seul galet tomber de la falaise devant ma propriété. Je veille moi-même, à l'occasion de l'élagage annuel avant la période cyclonique, à faire enlever tous les arbres qui pousseraient en bordure de falaise et risqueraient de la fragiliser avec leur système racinaire, en particulier les filaos qui, de ce point de vue, sont très nuisibles pour la stabilité du terrain.

Pour ce qui est des constructions supplémentaires éventuelles que je souhaiterais éventuellement ériger, dans un avenir pour l'instant indéterminé, il ne pourrait s'agir que de modifications partielles sur l'habitation existante : surélévation, ou rajout d'une ou deux pièces sur deux terrasses existantes non exploitées.

Le terrain côté mer était auparavant un terrain en forte pente, que j'ai modifié en plusieurs terrasses pour pouvoir y planter un verger (photo n°5). On y accède par un escalier latéral. Il fait environ 12m de longueur jusqu'au bord de la falaise. Il est séparé du terrain côté rue par un haut mur de basalte très épais et très solide (photos n°3 et 4). On pourrait difficilement y construire quelque chose. Quant au terrain côté rue, il est déjà complètement occupé par l'habitation existante. Il ne saurait donc être question de construire une nouvelle habitation, et le risque pour la sécurité humaine ne se trouverait en la circonstance, nullement augmenté.

CE	M. XXX demande que la carte de l'aléa recul du trait de côte puisse être revue et adaptée en fonction des remarques ci-dessus. Il sollicite une visite du BRGM.
----	---

n° C3	date: 30/11/2021	Identité : M. et Mme XXX dt 170 Bd de l'Océan St Joseph
n° de la parcelle : BI 202	<p>Observation : L'ensemble des contraintes émises par les différents plans de prévention, dont le PPRL, les choix de destination et de respect des terres (agricoles, naturelles, Znieff, espaces boisés classés, biodiversité, PNR, etc...) réduisent considérablement les possibilités de constructions. Aujourd'hui s'ajoutent les PPRL qui interviennent directement sur ce qui fait en partie de l'attrait du tourisme réunionnais, l'usage de l'espace côtier, la vue sur l'océan. La configuration topographique de mon terrain, situé à Manapany, montre que la route (bd de l'océan), entre ma parcelle et la mer, est déjà au-dessus du niveau de la mer ; ma construction est située à environ 10 m au-dessus du niveau de la mer, alors que l'augmentation du niveau de la mer est annoncée à + 0,6m d'ici 2100 ; mon terrain, à l'arrière de la maison, n'est pas plat, la pente peut être estimée entre 10 et 20 % jusqu'à l'allée des cocotiers et nous avons construit un mur de soutènement ; Nous ne sommes donc pas sur une partie plate ou dans une cuvette hydraulique face à la mer.</p> <p>Lors des derniers événements cycloniques (Gamède), notre maison n'a pas été impactée par les vagues, seule la route a été jonchée de quelques galets qui ont été transportés. Lors d'annonces faites lors de fortes houles (dite australes) par la météo, les hauteurs de vague ne se vérifient jamais, elles sont toujours en deçà des prévisions. Lors du tsunami de l'océan indien, s'il y a eu quelques dégâts dans les ports, nous n'avons eu aucun effet dans la baie de Manapany, même pas une montée de la mer dans notre secteur sud.</p> <p>Plusieurs éléments du PPRL vont impacter notre bien :</p> <p><u>L'aléa de submersion marine</u> : Vous annoncez que « le littoral de St Joseph est majoritairement peu impacté par la submersion marine du fait de sa morphologie côtière, principalement composée de falaises hautes... et de la faible urbanisation aux abords du littoral » et de poursuivre « certains secteurs... Manapany où des enjeux sont présents... » en vous appuyant sur un événement de 2019 où le muret entre le haut de plage (constitué de galets) a été cassé, par le franchissement de la houle. Vous annoncez que « la plage (de galets), assez pentue, est entièrement couverte par les vagues qui atteignent l'emplacement... de la route et viennent buter sur un ressaut du terrain naturel... Le scénario à long- terme ne présente pas beaucoup de différences ». Malgré toute la théorie préalable qui consiste à expliquer comment fonctionne la submersion marine, il me semble que cet événement ne suffit pas pour argumenter un risque fort de submersion. En prenant le cyclone Hollanda comme événement de référence on peut s'interroger sur la submersion marine qu'il aurait provoqué ? il semble avoir fait peu de dégâts en constructions et routes.</p> <p>Pouvez considérer que les résultats obtenus par modélisation sont fiables dès lors que les informations ou les critères peuvent être modifiés en fonction des événements, des évolutions constatées ou même de choix « scientifique » ? Pourquoi définir une zone réglementaire qui regroupe deux aléas différents ? quel est l'intérêt ?</p> <p><u>La mise en conformité dans un délai de 5 ans</u> : Le règlement indique « II. – La réalisation des mesures prévues aux 3° et 4° du I peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence. À défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet,</p>	

	<p>ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur »</p> <p>La valeur de notre maison et les effets sur d'éventuels acquéreurs qui ne pourraient obtenir de prêt bancaire. Avez-vous constaté une baisse des prix de vente ? si oui de quel ordre ? Avez-vous connaissance des refus de prêts bancaires, est ce que l'état ou autre pourrait intervenir pour limiter la position des banques ? Sommes-nous dans cette situation du délai de 5 ans ? puisque le règlement dit « peut être rendu obligatoire » et quelles sont les mesures préventives qui pourraient être prises en cas d'une éventuelle submersion marine sachant que les travaux de prévention ne peuvent excéder 10 % de la valeur du bien à la date d'approbation du plan ?</p> <p><u>L'augmentation de la franchise de base</u> : Le règlement de la zone annonce une augmentation des primes assurantielles de l'ordre de 25 fois le montant de la franchise de base. Il précise également « pour les constructions existantes le montant de la franchise de base peut être majoré jusqu'à 25 fois (articles A250-1 et R250-3 du Code des assurances) ». Avez-vous pu vérifier ces chiffres ? Avez-vous prévu d'en faire le suivi ? Comment l'état ou autre peut intervenir pour limiter ces augmentations ?</p> <p>L'article 1.2.2 stipule qu'« est conservée pour les entreprises d'assurances l'obligation d'étendre leurs garanties aux biens et activités, aux effets des catastrophes naturelles (créée par la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles). Toutefois le règlement indique : « L'obligation d'assurance s'applique aux constructions existantes quelle que soit la zone réglementée, mais le propriétaire doit se mettre en conformité avec la réglementation dans un délai de 5 ans »</p> <p>Existe-t-il des mesures de prévention efficaces pour faire face à un risque de submersion marine, réalisables dans le délai prescrit, dès lors que nous sommes dans une zone qui ne permet pas la modification du bâtiment ?</p> <p>Les explications données pour décrire et confirmer les aléas ne facilitent pas la compréhension des phénomènes ni la confiance dans les résultats et les propositions de classement de zonage. Nous émettons donc un doute sur les résultats produits et vous demandons de revoir l'aléa réglementaire classé « fort », considérant que toutes les données ne sont pas connues et qu'il s'agit de prévision à long terme.</p>
--	---

Propositions et contre-propositions :

Les propositions faites pendant l'enquête étant essentiellement liées aux parcelles individuelles sans remise en cause de la globalité du projet de PPRL, elles sont reprises dans les observations.

Classement thématique des observations :

Pour les quelques observations formulées durant l'enquête, j'ai retenu 4 thèmes, à savoir :

- Demande d'analyse et/ou de précisions sur les parcelles : On peut classer dans cette rubrique l'observation n° 2 du 3 novembre, tout comme le courrier C4 de la mairie de St Joseph qui sollicite pour les parcelles isolées « *une étude plus fine de la part des services de l'Etat* ».
- Demande de révision de zonage : Les requêtes sont plus nombreuses, avec parfois un questionnement sur la méthodologie employée pour la caractérisation et la cartographie des aléas (ex : observation du 22 novembre par M. XXX et celle faite par les conjoints XXX – C3)
- Publicité de l'enquête : Plusieurs personnes sont venues avec le flyer mais Mme XXX ne l'a pas reçu. Le MO pourra éventuellement indiquer en réponse à qui la distribution a été confiée et si besoin pour les prochaines fois attirer l'attention du prestataire sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une publicité mais d'un avis officiel pouvant être distribué dans toute boîte à lettres, même portant la mention « STOP PUB ».

- Autres requêtes : 2 questions portent sur le sentier littoral communal, 1 sur l'aménagement du Bassin de Manapany, 1 sur l'éventuelle acquisition par la mairie ou l'État des habitations situées en zone rouge ou bleue du PPRL et dans le courrier C3 plusieurs questions traitent de l'obligation de mise en conformité, de la valeur des biens suite au PPRL et du montant des primes d'assurance liées au classement en zone rouge des habitations.

Autres observation(s) ou/et question(s) posée(s) par le CE:

• Sur les remarques faites par la commune de Saint-Joseph (délibération du CM le 25-09-2021)

Les points suivants sont évoqués, les autres ayant fait l'objet d'une réponse de la DEAL figurant dans le bilan de concertation ou bien n'étant pas repris dans ce PV de synthèse par le CE :

- Interrogations liées au règlement : *Les interdictions et les autorisations sont listées très précisément dans le règlement. La collectivité souhaite confirmer que cette organisation suppose que tout ce qui n'est pas expressément interdit ou conditionné est donc présupposé autorisé sans conditions.*

CE : La position de la DEAL est de dire que « *dans les zones réglementaires tous les travaux, constructions, aménagements ou installations sont interdits sauf ce qui est expressément autorisé par le règlement.* »

Pour rejoindre l'observation faite par l'ONF dans son avis du 4 octobre 2021 et la réponse donnée par la DEAL sur l'autorisation pour les travaux de génie biologique ou re-profilage de plage en zone bleue, même si la logique suppose que si c'est autorisé en zone rouge ça doit l'être en bleu, il semble effectivement souhaitable de les permettre expressément en zone bleue.

- Dans le tableau comparatif avec le PPRN, il est indiqué que *les interdictions ci-dessous sont propres au PPRL et se distinguent des interdictions du PPRN :*

Sont listées en zone rouge R :

- x les constructions nouvelles et les extensions des existants et notamment les restaurants et commerces sauf changement de destinations de l'habitation en commerces
- x les clôtures pleines
- x l'évacuation des déblais
- x les locaux techniques liés au service public sous conditions.

En zone bleue B :

- x la création ou l'extension de station d'épuration.

Question : Si je ne prends que les clôtures pleines comme exemple, en page 24 du règlement PPRN St Joseph de février 2017 sont interdites également en zone R1 rouge «les clôtures pleines (murets, murs etc.) ». La DEAL a-t-elle des précisions sur la teneur exacte de cette remarque relative aux distinctions supposées PPRL/PPRN pour les 5 points évoqués ?

• Sur les remarques faites par la CASUD (délibération du CC le 24-09-2021)

Il est indiqué dans le bilan de concertation, en réponse aux observations de la CASUD, que « *les différentes observations techniques (...) seront étudiées et la justification du choix des méthodes utilisé pour la définition des aléas sera notamment exposée lors d'une réunion technique avec la commune et la CASUD le 29 octobre 2021.* »

Cette réunion a effectivement eu lieu en présence de M. Christian MORGADES, pour la CASUD, des représentants du BRGM, de la DEAL, de la mairie et du CE. Il convient cependant d'acter par écrit la position de la DEAL eu égard aux observations mentionnées page 8/10 de l'avis CASUD.

- Sur le choix de ne pas prendre en compte les interactions estuaires pour l'aléa submersion marine : Le guide national méthodologique PPRL indique page 67/169 *qu'une submersion peut*

avoir pour origine plusieurs phénomènes qui ne sont pas uniquement maritimes. La définition de l'aléa submersion marine doit prendre en compte les concomitances éventuelles des différentes sources possibles d'inondation : submersions par la mer, débordements de cours d'eau, ruissellements, remontées de nappe, accumulations dues aux pluies... Les volumes d'eau déjà présents au début d'un événement de référence, d'origine marine ou non, sont donc à évaluer. Dans les estuaires et les lagunes, une étude des concomitances entre les niveaux marins hauts et les débits fluviaux est nécessaire. Le choix des phénomènes naturels à prendre en compte dans l'événement naturel de référence se fait sur la base de l'analyse du site et des événements historiques.

Question : La CASUD interroge sur le choix retenu de ne pas prendre en compte les interactions estuaires (tableau 10 page 69 de la note de présentation). Le MO peut-il préciser les raisons de ce choix ?

Sur les autres points évoqués par la CASUD : Sans revenir sur ceux qui pourraient être redondants par rapport aux observations émanant de la mairie de St Joseph (ex : pris en compte du PLU dans la définition des espaces urbanisés ou non), une réponse synthétique est souhaitée pour assurer au lecteur du futur rapport et des annexes une bonne compréhension du dossier.

- La CASUD demande *d'autoriser explicitement tous les travaux de création, d'extension, de renforcement et d'entretien des émissaires marins des STEP existantes ou futures, ces travaux se trouvant nécessairement sur l'interface du trait de côte.*

Question : Le MO considère-t-il que cette autorisation est explicite dans la partie 5.2 et 6.2 du projet de règlement « Equipements et infrastructures publiques » des zones rouge et bleu « les travaux d'infrastructures, réseaux techniques (eau, assainissement etc.) », ou bien envisage-t-il un rajout spécifique traitant des émissaires marins ?

Fait à Saint-Pierre, le 9 décembre 2021

Le commissaire-enquêteur



Philippe GARCIA

Remis au maître d'ouvrage le : 10 décembre 2021

NB: L'exemplaire signé par le représentant du MO sera annexé au rapport original destiné au préfet de la Réunion.